



MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE,
DE L'ALIMENTATION, DE LA PÊCHE ET DE LA RURALITÉ

Direction des Politiques Economique et Internationale
Sous-direction des soutiens directs, et des cultures et produits végétaux

Bureau : des fruits et légumes, de l'horticulture et des productions végétales spéciales

Adresse : 3, rue Barbet de Jouy 75349 Paris 07 SP

Suivi par : Guénola MAINGUY

Tél : 01 49 55 80 21

Fax : 01 49 55 45 90

CIRCULAIRE

DPEI/SPM/SDCPV/C2005-4003

Date: 07 janvier 2005

Date de mise en application :

Le Ministre de l'agriculture, de l'alimentation, de la
pêche et de la ruralité

à

■ Nombre d'annexe: 0

Mesdames et Messieurs les Préfets

Objet : Précisions apportées aux dispositifs définis pour l'indemnisation de l'arrachage de vergers de pommiers et de pêchers dans le cadre d'une modernisation de vergers obsolètes ou d'une cessation totale ou partielle d'activité. (circulaires DPEI/SPM/SDCP/C2000-4050 et 4051 du 14 décembre 2001, DPEI/SPM/SDCP/C2001-4055 et 4056 du 3 décembre 2001, DPEI/SPM/SDCP/C2003-4001 et 4002 du 02 janvier 2003, DPEI/SPM/SDCP/C2004-4005 et 4006 du 12 janvier 2004).

Résumé : Les circulaires susnommées ont pour objet d'accompagner les producteurs de pêches et de pommes par une prime à l'arrachage versée soit dans le cadre d'une modernisation, soit dans le cadre d'une cessation partielle ou totale d'activité. La présente circulaire a pour objet de préciser les obligations de l'exploitant découlant de la perception de ces subventions, en matière de replantation des parcelles si l'arrachage a été effectué dans le cadre d'une modernisation du verger obsolète, ou de non replantation pour les arrachages indemnisés au titre de cessation d'activité.

Avertissement : Pour tous renseignements concernant la mise en œuvre de la présente circulaire, vous pouvez prendre contact avec :

ONIFLHOR -

Division des Interventions Nationales

164, rue de Javel - 75349 PARIS CEDEX 15

Tél. 01 44 25 36 65 - Fax : 01 45 54 31 69

MOTS-CLES : CESSATION D'ACTIVITE, MODERNISATION, INDEMNISATION, OBLIGATION, ARRACHAGE, POMMES-PECHES

Destinataires	
Pour exécution : MM les Préfets de région MM les Préfets de départements MM. les DRAF Mmes et MM. les DDAF M. le Directeur de l'ONIFLHOR MM. les Présidents des Comités économiques fruits et légumes M. le Directeur de l'ONIFLHOR	Pour information : M. le Contrôleur d'Etat de l'ONIFLHOR DGA-DGAL-DGFAR-DAF MINEFI-Direction du Budget-7a COPERCI Fédération Nationale des Producteurs de Fruits Fédération Nationale des Producteurs de Légumes Fédération Française de la Coopération Fruitière, Légumière et Horticole Fédération Nationale des Syndicats d'Exploitants Agricoles Jeunes Agriculteurs Confédération Paysanne Coordination rurale Assemblée permanente des Chambres d'agriculture Centre technique interprofessionnel des fruits et légumes

Les producteurs ayant bénéficié d'indemnités versées pour des arrachages effectués dans le cadre de la modernisation de vergers ou de la cessation partielle ou totale de leur activités sont tenus au respect de certaines obligations concernant les surfaces d'exploitation. La présente circulaire a pour objet de préciser ces obligations et de décrire les aménagements auxquels elles peuvent donner lieu.

1. Conditions d'octroi des aménagements

Toute modification des droits et obligations doit faire l'objet d'une demande du bénéficiaire de l'aide, accompagnée d'un avis de la DDAF et le cas échéant d'un avis du comité de bassin et de l'OP. La dérogation n'est accordée qu'après accord par l'Oniflorh notifié par écrit au bénéficiaire.

2. Obligations et engagements faisant suite au versement d'une indemnité :

2.1 Dans le cadre d'une cessation totale d'activité

Aucune replantation de pommiers ou pêchers ne peut intervenir avant 10 ans. Aucune dérogation à cette interdiction ne peut être envisagée.

2.2 Dans le cadre d'une cessation partielle d'activité

L'exploitant s'engage à ne pas augmenter les surfaces en pommiers et/ou pêchers de son exploitation pendant 10 ans.

Néanmoins, ces surfaces pourront être augmentées, dans le cas où l'arboriculteur aurait souscrit précédemment un engagement de replantation dans le cadre du programme de modernisation des vergers obsolètes.

2.3 Dans le cadre d'une modernisation des vergers obsolètes

L'exploitant s'engage à replanter, dans un délai de quatre campagnes, une superficie égale à la superficie indemnisée, dans la même espèce fruitière .

- 1) Seule la superficie **effectivement primée** doit faire l'objet d'une replantation dans les quatre années.
- 2) Ce délai peut être prorogé (une année maximum) sur demande motivée par un cas de force majeure. La demande devra avoir reçu un avis favorable de la DDAF.
- 3) Le producteur peut bénéficier, sur demande de l'organisation de producteurs validée par le Comité de Bassin, d'une dérogation pour replanter une autre espèce fruitière.
- 4) L'obligation de replantation est considérée comme remplie dans le cas :
 - d'une reprise par l'exploitant d'un verger (achat, héritage,...) âgé de 5 ans et moins dont les variétés figurent dans les listes des variétés recommandées au titre de la rénovation du verger ;
 - d'un surgreffage sur une parcelle âgée de 10 ans et moins, issue de la reprise par l'exploitant d'un verger (achat, héritage,...) et avec une variété recommandée au titre de la rénovation du verger. En revanche, le surgreffage sur un verger de l'exploitation est exclu.
- 5) L'obligation de replantation doit être remplie par le bénéficiaire de l'aide sans aucune possibilité de mutualisation (au sein de son OP).
- 6) Les arboriculteurs qui ne satisfont pas à l'obligation de replanter peuvent demander à convertir leur dossier "Modernisation des vergers obsolètes" en "Cessation partielle d'activité". En cas d'accord de l'Oniflorh, ils seront libérés des obligations prévues par la circulaire "Modernisation" et devront se conformer à toutes celles prévues par la circulaire "Cessation partielle". Aucun complément d'aide ne sera versé. Ce cas n'est envisageable que si aucune plantation n'est intervenue depuis l'arrachage du verger.

3. Gestion des parcelles dans le cadres des obligations générées par l'indemnisation au titre d'une cessation d'activité totale ou partielle

Les parcelles arrachées sont, en règle générale, interdites à la replantation de pommier et pêcher, ainsi qu'à toute autre espèce fruitière ou légumière (sauf dérogations prévues ci-dessus), provoquant ainsi des morcellements qui peuvent compliquer la gestion des exploitations.

Certains aménagements pourront être consentis dans les cas suivants :

- pour favoriser la modernisation des vergers obsolètes (pour les arboriculteurs soumis à un engagement de replantation),
- pour des raisons sanitaires (zones "sharkées", ...),
- pour des problèmes de remembrement des exploitations.

Dans ces cas, les interdictions frappant certaines parcelles ou blocs fruitiers pourront être transférées sur d'autres parcelles au sein de la même exploitation. De plus, ces transferts pourront, sous certaines conditions, être réalisés par échange entre exploitations.

Les demandes de transfert seront formulées par les demandeurs auprès de leur DDAF, elles seront accompagnées de tous les justificatifs et avis nécessaires (attestation de l'arboriculteur qui replante, plan détaillé du remembrement prévu, avis du Comité de Bassin, ...) et seront transmises accompagnées de l'avis de la DDAF, pour décision, à l'Oniflhor. L'Oniflhor ainsi que la DDAF se réservent le droit de demander la communication de toute pièce justificative qu'ils jugeront nécessaire.

Le Directeur des Politiques
Economique et Internationale

Bruno HOT